

ROYAUME DU MAROC
Nador West Med



APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX

N° NWM/DG/07/2017

**ELABORATION D'UN *PLAN DE COMPENSATION ET DE RESTAURATION*
DES MOYENS DE SUBSISTANCE POUR LES PERSONNES AFFECTEES PAR
L'ACQUISITION DES TERRES POUR LA ZONE FRANCHE NADOR WEST MED**

- ***REGLEMENT DE LA CONSULTATION***
- ***ANNEXES***

Novembre 2017

ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres a pour objet d'élaborer un Plan de Compensation et de Restauration des Moyens de Subsistance (PCRMS) des personnes affectées par l'acquisition des terrains nécessaires pour l'aménagement de la zone franche Nador West Med.

ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est la société Nador West Med.

ARTICLE 3 : DOCUMENTS ET PIÈCES DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

- Un avis d'appel d'offres,
- Le présent règlement de l'appel d'offres et ses annexes (modèle de l'acte d'engagement et le modèle de la déclaration sur l'honneur),
- le Cahier des Prescriptions Spéciales (C.P.S.),
- Le bordereau des prix détail-estimatif avec sous détail des prix.

ARTICLE 4 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

1. Seules peuvent participer à la présente consultation les personnes physiques ou morales qui :
 - justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
 - sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties suffisantes pour le comptable chargé du recouvrement, et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement des créances publiques ;
 - sont affiliées à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes.
2. Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :
 - les personnes en liquidations judiciaires ;
 - les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
 - les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive.

ARTICLE 5 : PRESCRIPTIONS DIVERSES

2.1 Dispositions concernant les soumissionnaires

Le terme soumissionnaire ou concurrent donné dans le règlement d'appel d'offres et titulaire dans le CPS, désigne soit un Bureau d'études national ou étranger agissant seul, soit un groupement de Bureaux d'études nationaux et étrangers solidaires ou conjoints.

Cas d'un groupement

Les soumissionnaires en groupement auront à désigner parmi eux un mandataire chef de file qui sera chargé de la coordination et de la liaison avec la société NWM et qui sera le représentant unique auprès de la société NWM pendant toute la durée d'exécution du marché.

Il est précisé que les soumissionnaires qui ne seront pas constituées en groupement à la date fixée pour la remise des offres ne pourront pas le faire après cette date.

2.2 Documents de l'offre

Tous les documents qui sont fournis par les soumissionnaires, dans le cadre du présent appel d'offres, doivent être obligatoirement rédigés en langue Arabe ou française.

ARTICLE 6 : COMPOSITION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Chaque concurrent doit présenter un dossier constitué de :

- | | |
|-------------------------|-----|
| * Dossier Administratif | A-1 |
| * Dossier Technique | A-2 |
| * Offre Technique | A-3 |
| * Offre Financière | A-4 |

A1 - Dossier Administratif comprenant :

1- Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- a. une déclaration sur l'honneur, en un exemplaire unique, comportant les informations mentionnées dans l'annexe « déclaration sur l'honneur »
- b. l'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant ;
- c. pour les groupements, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement.

2 - Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché :

a) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :

- s'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
- s'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent pour donner pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;

- L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
- b) L'attestation fiscale ou sa copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition.
- c) L'attestation ou sa copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par la CNSS ;
- d) Le certificat d'immatriculation au registre du commerce ;
- e) l'équivalent des attestations visées aux paragraphes b, c et d ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, les dites attestations peuvent être remplacées par une déclaration faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays d'origine ou de provenance.

A2. Dossier technique comprenant :

1) Pour les soumissionnaires, le dossier technique comprend :

- a) des attestations des prestations, similaires à l'objet du présent appel d'offre, délivrées par les hommes de l'art sous la direction desquels lesdites prestations ont été exécutées ou par les bénéficiaires publics ou privés desdites prestations avec indication de la nature des prestations, le montant, les délais et les dates de réalisation, l'appréciation, le nom et la qualité du signataire.

Pour les besoins de la présente étude, il est exigé au moins deux attestations de références justifiant que le candidat a réalisé durant les cinq dernières années, deux études d'enquêtes socio-économiques relatives à une acquisition de terrain et de plans de réinstallation des personnes affectées pour des projets publics de même importance, en nombre de lots et de personnes affectées, que le projet objet du présent appel d'offres. Ces études sont à justifier par :

- des attestations de références fournies par les bénéficiaires desdites études, et
 - des notes établies par le concurrent, montrant la situation du projet, l'année de réalisation, l'importance de l'étude réalisée en terme socio-économique et les natures des mesures recommandées pour la réinstallation des personnes affectées, la surface du terrain affecté, le nombre de personnes touchées, la surface de terrain affecté, le nombre de personnes touchées.
- b) Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé.

Les moyens humains qui seront affectés à la réalisation de l'enquête socio-économique doivent maîtriser le dialecte marocain.

- 2) En plus de ces documents, pour les soumissionnaires marocains, il est exigé la production de la copie légalisée du certificat d'agrément dans le domaine suivant : D13 : Etudes générales.

A3. Offre technique comprenant :

Le dossier "offre technique" présenté par les soumissionnaires devra détailler l'approche générale et spécifique qu'il entend adopter pour atteindre les objectifs de l'étude.

A cet effet, il devra préciser :

- La méthodologie proposée (la conformité de l'approche proposée par le soumissionnaire et son enrichissement par rapport aux termes de références du cahier des charges) ;
- Les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs escomptés avec les CV détaillés du personnel d'encadrement signés; il est demandé de préciser le niveau d'implication des membres de l'équipe : responsabilités et temps affectés par étapes, en indiquant missions de terrains, participation aux réunions et transmission des livrables ;

L'équipe de projet devra rassembler les capacités d'expertise professionnelle dans au moins les domaines suivants :

- Enquêtes et études socio-économiques ;
- Politique sociales et environnementales des institutions financières internationales (IFI) et plus particulièrement de la BERD ;
- Planification et mise en œuvre de la réinstallation des populations déplacées involontairement selon les normes des IFI.

Le responsable de cette étude devra disposer dans son CV de références récentes datant de moins de trois années dans la planification et la mise en œuvre de la réinstallation des populations déplacées involontairement selon les normes des IFI.

- Un chronogramme de réalisation de l'étude bien défini et bien détaillé ;
- Tout autre élément d'information permettant de mieux apprécier l'offre.
- En cas de groupement, précisera :
 - ✓ La répartition des travaux au sein du groupement.
 - ✓ Les modalités de fonctionnement du groupement.

La langue de travail sera le français.

A4 : Offre Financière comprenant :

- a) L'acte d'engagement : à établir selon modèle joint en annexe, dûment rempli, comportant le relevé d'identité bancaire (RIB), et signé par le (ou les) soumissionnaire (s).
- b) Le bordereau des prix-détail estimatif du présent appel d'offres à compléter par les prix forfaitaires/ unitaires en toutes lettres et en chiffres établis hors taxes.

ARTICLE 6 : FORME ET PRESENTATION DE L'OFFRE

Le dossier à présenter par chaque concurrent doit être mis dans un pli cacheté renfermant :

- a) une première enveloppe contenant les pièces des dossiers administratif et technique, le cahier des prescriptions spéciales paraphé et signé par le concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet. Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention « **DOSSIERS ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE** » ;
- b) une deuxième enveloppe contenant l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention « **OFFRE FINANCIERE** » ;
- c) Une troisième enveloppe contient l'offre technique. Elle doit être fermée et portée de façon apparente la mention « **OFFRE TECHNIQUE** ».

Le pli ainsi que les différentes enveloppes doivent porter :

- le nom et l'adresse du concurrent ;
- l'objet du marché et, éventuellement, l'indication du ou des lots en cas de marché alloti ;
- la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;

Le pli doit porter en plus : l'avertissement que "**LE PLI NE DOIT ETRE OUVERT QUE PAR LE PRESIDENT DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES LORS DE LA SEANCE PUBLIQUE D'OUVERTURE DES PLIS**".

Les concurrents peuvent :

- Soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau des marchés de NWM.
- Soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité ;
- Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

ARTICLE 7 : CONNAISSANCE DU DOSSIER

Le soumissionnaire, en présentant son offre, déclare :

- Avoir pleine connaissance du site et des lieux concernés par les prestations objet du présent appel d'offres et des difficultés liées à l'exécution des prestations.
- Avoir pleine connaissance de l'ensemble des prestations définies dans le C.P.S. du présent appel d'offres.
- Avoir bien déterminé chaque prix forfaitaire de chaque mission en tenant compte des conditions du Cahier des Prescriptions Spéciales et du projet du présent appel d'offres.
- Avoir apprécié tous les points susceptibles de contestation.
- Avoir apprécié toutes les difficultés résultant de l'exécution des prestations.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DES DOCUMENTS DE L'APPEL D'OFFRES

La société NWM peut à tout moment, avant la date limite de remise des offres et pour tout motif que ce soit, à son initiative ou en réponse à une demande d'éclaircissement formulée par un des soumissionnaires, introduire des modifications dans le dossier d'appel d'offres sans changer l'objet du marché. Ces modifications doivent être communiquées à tous les concurrents ayant retiré ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Les modifications seront notifiées par écrit, télex, fax ou télégramme à tous les soumissionnaires ayant retiré le dossier d'appel d'offres.

ARTICLE 9 : ECLAIRCISSEMENT APORTE AUX DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES

Tout concurrent peut demander à la société NWM, par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept (7) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement, fourni par la société NWM à un concurrent à la demande de ce dernier, doit être communiqué le même jour et dans les mêmes conditions, et au moins trois (3) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis, aux autres concurrents ayant retiré le dossier d'appel d'offres et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent et communiqué aux membres de la commission d'appel d'offres.

ARTICLE 10 : DÉPÔT DES PLIS DES CONCURRENTS

Les plis sont aux choix des concurrents :

- 1/ soit déposés, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans l'avis d'appel d'offres ;
- 2/ soit envoyés, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- 3/ soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixées par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

ARTICLE 11 : RETRAIT DES PLIS

Tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixée pour l'ouverture des plis. Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité.

La date et l'heure de retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans le registre spécial tenu à cet effet. Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis.

ARTICLE 12 : DUREE DE VALIDITÉ DES OFFRES

Les soumissionnaires seront liés par leurs offres pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours calendaires à partir de la date limite de remise des offres. La société NWM fera connaître, avant l'expiration de ce délai, à chaque concurrent, s'il est ou non titulaire du marché.

Dans des circonstances exceptionnelles, la société NWM peut solliciter le consentement du Bureau d'études à une prolongation du délai de validité de son offre.

La société NWM peut adresser par écrit aux soumissionnaires des demandes d'éclaircissement sur les offres ; ces éclaircissements doivent se rapporter uniquement aux documents contenus dans les plis.

ARTICLE 13 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES

Les concurrents installés au Maroc doivent exprimer leurs offres en Dirham, la monnaie locale. Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, son offre doit être exprimée en monnaie étrangère convertible et cotée sur le marché de change marocain. Dans ce cas, pour être évalués et comparés, les prix des offres exprimées en monnaie étrangère doivent être convertis en dirham. Cette conversion doit s'effectuer sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis donné par Bank Al-Maghreb.

ARTICLE 14 : VISITE DES LIEUX

La visite des lieux n'est pas obligatoire. Toutefois le soumissionnaire peut à sa demande visiter et examiner le site de l'étude et des environs pour réunir, sous sa responsabilité propre, tous les renseignements qui pourraient lui être nécessaires pour préparer son offre et prendre un engagement contractuel. Les dépenses résultant de cette visite seront à sa charge.

Pour effectuer cette visite, le candidat et ses employés ou agents, seront autorisés à avoir accès à la partie concernée par l'étude à la condition expresse que le candidat, ses employés et ses agents, déchargent la société NWM et ses agents pour la responsabilité qui en découle. Les candidats resteront responsables en particulier des accidents corporels, pertes ou dommages, coût et dépenses de toute nature qui en résulteraient de quelque manière que ce soit.

ARTICLE 15 : DEPENSES ENCOURUES DU FAIT DE L'APPEL D'OFFRES

Le soumissionnaire supportera toutes les dépenses encourues du fait de la préparation et de la présentation de son offre. Le Maître d'Ouvrage ne pourra en aucun cas être tenu pour responsable de ces dépenses, quel que soit le déroulement et l'issue de la procédure d'Appel d'Offres.

ARTICLE 16 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE

Le montant de cautionnement provisoire est établi au profit de la société Nador West Med à titre de garantie est fixé à dix mille dirhams (10.000,00 DH).

Le cautionnement provisoire sera constitué par le soumissionnaire dans les conditions fixées par les textes en vigueur.

ARTICLE 13- CRITÈRES DE JUGEMENT DES OFFRES

Il sera procédé à une évaluation des différentes offres.

Le jugement des offres se fera en lot unique.

Une procédure en trois phases sera adoptée pour l'attribution de ce marché :

Phase 1 : Analyse administratif et technique des offres

Cet examen tend à s'assurer de la conformité globale des propositions par rapport aux stipulations du présent appel d'offres, notamment pour les pièces du dossier administratif technique et dossier offre technique. Elle se matérialise par l'une des deux conclusions suivantes :

- Acceptation de la proposition.
- Rejet de l'offre pour non-conformité au présent appel d'offres.

Pour la présente prestation, il est demandé au minimum une référence datant de moins de 3 ans pour une enquête socio-économique et un plan de réinstallation des personnes affectées par un projet de même importance que Nador West Med.

Phase 2 : Analyse des offres techniques (Notée sur 100 pts)

a) *Exposé de la méthodologie proposée pour définir la manière dont sera menée l'étude (Nt1 = 30 points).*

- *Méthodologie non conforme au CPS.....(concurrent écarté)*
- *Méthodologie conforme au CPS.....25 pts*
- *Méthodologie conforme et améliorée par rapport au CPS..... 30 pts*

b) *Expérience des équipes chargées du projet (Nt2=70 points)*

➤ *Chef de projet (30 points)*

- *Son expérience professionnelle (15 points)*

- *Nombre d'années (< 5 ans)..... 3 pts*
- *Nombre d'années (5 - 7 ans)..... 8 pts*
- *Nombre d'années (8 - 12 ans)..... 12 pts*
- *Nombre d'années (>12 ans).....15 pts*

- *Son expérience en études similaires à l'objet du présent appel d'offres (15 pts)*

- *Nombre de projets ≥ 3 : 15 pts*
- *2 projets :10 pts.*
- *Nombre de projet < 2 projets : 0 pts.*

➤ *Equipe chargée de l'étude (40 points)*

L'équipe devra comprendre au moins les profils suivants :

- *spécialiste en analyse financière ou un économiste ayant expérience en élaboration des enquêtes et études socio-économiques ;*
- *spécialiste ayant une connaissance des politique sociales et environnementales des institutions financières internationales (IFI) et plus particulièrement de la BERD et une expérience dans la planification et dans la mise en œuvre de la réinstallation des populations déplacées involontairement selon les normes des IFI ;*

L'expérience de chaque profil sera notée sur 20 points, comme suit :

- *Son expérience professionnelle (10 points)*
 - *Nombre d'années (< 5 ans)..... 3 pts*
 - *Nombre d'années (5 - 7 ans)..... 5 pts*
 - *Nombre d'années (8 - 12 ans)..... 8 pts*
 - *Nombre d'années (>12 ans)10 pts*
- *Son expérience en études similaires à l'objet du présent appel d'offres (10 pts)*
 - *Nombre de projets ≥ 2 : 15 pts*
 - *1 projet :10 pts.*
 - *0 projets : 0 pts.*

Après classement des offres techniques, seuls les Bureaux d'études ayant obtenu une note technique (Nt) supérieure ou égale à 70 points pour la note globale seront retenus.

Phase 3 : Jugement de l'offre financière :

Le concurrent ayant l'offre la moins disante, déclaré comme attributaire provisoire.

Nador West Med

Le concurrent

Lu et Accepté (mention manuscrite)

MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT

Partie réservée à Nador West Med

Appel d'Offres ouvert concernant : « **Elaboration d'un Plan de Compensation et de Restauration des Moyens de Subsistance pour les personnes affectées par l'acquisition des terres pour la zone franche Nador West Med** »

Partie réservée au Concurrent :

✓ Pour les personnes physiques

Je soussigné..... (Prénom, nom et qualité) agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte, adresse du domicile élu :

.....
Affilié à la CNSS sous le n° * :

.....
Inscrit au registre du commerce (Localité) sous le n°..... n° de patente.....

✓ Pour les personnes morales

Je soussigné : (Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise) agissant au nom et pour le compte de..... (nom et nature de la société)

Au capital de

.....
Adresse du siège social de la société

.....
Adresse du domicile

élu.....

Affiliée à la CNSS sous le n° (*):

.....
Inscrite à la CNSS sous le n° (*):

.....
Inscrite au registre du commerce de..... (Localité) sous le n°..... n° de patente.....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres concernant les prestations précisées en objet de la partie ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations.

1) remet, revêtu(s) de ma signature (un bordereau de prix et un détail estimatif ou la décomposition du montant global) établi(s) conformément aux modèles figurant dans le dossier de consultation ;

2) m'engage à exécuter lesdites prestations conformément aux Termes de Référence et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir :

Montant :(en lettres et en chiffres)

Nador West Med se libérera des sommes dues par elle en faisant donner crédit au compte (à la trésorerie générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la Société) à..... (Localité), sous le n°.....

.....
* concerne uniquement les personnes physiques ou morales installées au Maroc

Fait à le
(Signature et cachet du concurrent)

MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné : (prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)
agissant au nom et pour le compte de (raison sociale et forme juridique de la société),
au capital de :
adresse du siège social de la société
adresse du domicile élu
affiliée à la CNSS sous le n° (1)
inscrite au registre du commerce (localité) sous le n°
(1)
n° de patente (1)

Déclare sur l'honneur :

- 1) m'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
- 2) m'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance, que celle-ci ne peut dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché ;
- 3) que je ne suis pas en liquidation judiciaire ou en redressement judiciaire, et en cas de redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité compétente à poursuivre l'exercice de mon activité,
- 4) que je m'engage de ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution des marchés.
- 5) Que je m'engage de ne pas faire, par moi-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution ;

Je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur.

Fait à le
Signature et cachet du concurrent (2)